

NATIONS UNIES  
COMMISSION ECONOMIQUE  
POUR L'AFRIQUE



69270

Distr.:  
LIMITEE

NRD/MRU/6/90

15 novembre 1990

---

ETABLISSEMENT d'un CENTRE  
MULTINATIONAL de MISE EN VALEUR  
des RESSOURCES MINERALES  
en AFRIQUE de l'OUEST

RAPPORT DE LA MISSION EFFECTUEE AUPRES DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST - CEDEAO (LAGOS, 23-27 OCTOBRE, 1990)

1. Une mission d'assistance du Secrétariat de la CEA a séjourné à Lagos du 23 au 27 octobre 1990. Son objet était, sur la demande de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de prendre part à la réunion de la Commission des Transports, Communications et de l'Energie convoquée du 24 au 28 Octobre 1990 et ceci en rapport avec l'étude de faisabilité du projet de création du Centre de Mise en Valeur des Ressources Minérales de l'Afrique de l'Ouest dont les termes de référence étaient inscrits au point 9 de l'ordre du jour joint au présent rapport.
2. L'assistance du Secrétariat devait consister à (a) présenter et justifier le projet sur l'établissement du Centre à la lumière de l'expérience des centres existants; (b) discuter les termes de référence de l'étude de faisabilité établie sur la base du document de projet réalisé par le Secrétariat et (c) arrêter une stratégie commune CEA/CEDEAO pour la réalisation de l'étude.
3. La réunion de la Commission n'a malheureusement pu se tenir faute de quorum malgré un report de 24 heures, par rapport au programme initial. En effet, seuls trois pays (Ghana, Nigeria et Sénégal) étaient présents au lieu de sept exigés par les règles de la CEDEAO pour que tout comité puisse valablement se réunir.
4. A défaut de cette réunion, la mission de la CEA a cependant tenu à rencontrer successivement le Docteur John S. SESAY et Mr. Kadre Desiré OUEDRAOGO respectivement Directeur du Département Transport, Communications et Energie (ayant en charge les ressources minérales) et Secrétaire Exécutif Adjoint de la CEDEAO. Ceci a permis aux deux secrétariats, malgré le report de la réunion, d'avoir des entretiens constructifs et d'arrêter notamment les bases de la reformulation du projet.
5. Avec le Dr. J.S. SESAY, la mission a discuté particulièrement (a) de l'étude de faisabilité du Centre de Mise en Valeur des Ressources Minérales de l'Afrique de l'Ouest, (b) de l'intérêt accordé aux problèmes des ressources minérales à la CEDEAO, (c) de la participation de la CEDEAO à la quatrième Conférence Régionale sur la Mise en Valeur et l'Utilisation des Ressources Minérales en Afrique et (d) du questionnaire relatif à la coopération intra-africaine au niveau des ressources minérales. Les conclusions de ces discussions ont été ensuite évoquées avec Monsieur K.D. OUEDRAOGO.

Etude de faisabilité du Centre

6. Pour ce qui concerne l'étude de faisabilité du Centre de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Ouest il a été discuté et convenu ce qui suit:

6.1 Compte tenu du report malheureux de la réunion de la Commission auquel il a été contraint, le Secrétariat de la CEDEAO adressera une lettre d'explication au Secrétariat de la CEA;

6.2 En raison de l'importance et du caractère spécifique du sujet, et compte tenu du fait que le Comité statutaire appelé à en discuter est constitué essentiellement d'experts en Energie, la CEDEAO étudiera la possibilité de réunir un Comité Ad Hoc composé de hauts responsables des secteurs géologiques et/ou miniers des Etats membres pour en débattre au préalable. Les résultats de la réunion de ce Comité Ad Hoc seront alors soumis à la Commission statutaire. Cette dernière devant tentativement se réunir en février 1991, le Comité Ad Hoc devrait être convoqué avant.

6.3 Les termes de référence de l'étude de faisabilité, tirés du document de projet préparé par le Secrétariat et quelque peu remaniés par la CEDEAO pour être soumis à sa Commission ont été amendé. Les changements ont porté tant sur le contenu que sur la durée de l'étude. Le document (ECW/TCEC/XXX/EN/1:Annexe 1) a donc été révisé en conséquence et la nouvelle version est jointe au présent rapport.

6.4 Le projet, conformément aux vœux du Secrétariat, est considéré par la CEDEAO comme étant son projet propre dont il a la charge de financement. De ce fait, la CEDEAO, recrutera les trois experts nécessaires pour l'exécution du projet au sein de ses Etats membres selon ses règles internes et établira le budget en conséquence. Toutefois, le budget intégré au document de projet reformulé et annexé au présent rapport prend en compte ces règles.

Pour ce qui concerne l'expert de la CEA, la CEDEAO apprécierait très vivement qu'il soit pris en charge par le Secrétariat. En effet, non seulement ceci aiderait la Communauté dont les moyens sont limités mais surtout constituerait pour elle une raison de motivation supplémentaire dans cette entreprise.

6.5 Il serait fortement recommandé que le Dr. J.S. SESAY, ou tout autre responsable désigné pour prendre en charge les questions minérales, puisse avoir la possibilité de visiter les centres similaires et plus particulièrement celui de l'Afrique Orientale et Australe (ESAMRDC, Dodoma, Tanzanie).

#### Intérêt de la CEDEAO aux problèmes des ressources minérales

7. Concernant la place accordée aux problèmes des ressources minérales, la mission a fait le constat que celle-ci était insignifiante, voire inexistante à la CEDEAO. A l'appui de ce constat elle a cité, entre autres, l'absence de réunions y relatifs depuis plusieurs années, l'inexistence d'un responsable de ce secteur au niveau de la CEDEAO et l'absence de cette Institution aux différents fora organisés par la CEA sur le

Développement et l'Utilisation des Ressources Minérales en Afrique. Elle a alors exprimé son étonnement devant cette léthargie plutôt contradictoire au regard (a) de la dimension géographique de la CEDEAO qui est l'un des plus importants groupements économiques sous-régionaux, (b) des richesses minières importantes (fer, bauxites, phosphates, or, tantale etc) dont est dotée la région et (c) du dynamisme, en la matière, des autres groupements économiques sous-régionaux dont certains, plus petits tels que la CEA et l'Autorité du Liptako-Gourma, sont pourtant internes à la zone géographique de la CEDEAO.

Pour conclure, elle a insisté sur le fait que la CEDEAO devrait accorder au développement du secteur minéral de sa sous-région, la place qui est la sienne. Ceci pourrait commencer par la désignation d'un technicien approprié au sein de l'Institution pour s'occuper des questions de développement minier.

8. En réponse, le Dr. J.S. SESAY a indiqué que, nouvel arrivant, il avait été lui même étonné de la léthargie mentionnée, non seulement dans le domaine des ressources minérales, mais également dans celui de l'énergie. Ceci s'est traduit par l'absence de toute réunion du comité chargé de ces questions depuis 1985. De ce fait, tout en déplorant cet état de fait, il a expliqué que son ambition était de donner une nouvelle impulsion à ces deux secteurs dont il reconnaissait, avec la CEA, l'extrême importance pour le développement socio-économique de l'aire géographique de la CEDEAO.

Pour le cas de la désignation d'un technicien chargé du secteur minéral, il a dit qu'une provision prévue à cet effet existait déjà, mais que le recrutement devait intervenir après l'adoption, par la Commission, du projet d'étude du Centre de Mise en Valeur des Ressources Minérales.

Cependant, compte tenu du report de la réunion de ladite Commission, la mission de la CEA a suggéré que, si les règles internes de la Communauté le permettaient, il serait bon qu'un dossier relatif à ce recrutement soit soumis aux instances de décision aussi rapidement que possible.

#### Participation de la CEDEAO à la quatrième Conférence

9. Après avoir fait à son interlocuteur l'historique des conférences régionales sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique et lui avoir exposé leur objectif fondamental, la mission a indiqué que la quatrième Conférence était prévue à Ouagadougou, Burkina Faso, du 18 au 27 mars 1991. En attendant que l'invitation officielle parvienne à la CEDEAO, elle a insisté sur le fait que la CEA souhaitait vivement sa présence à cette importante réunion continentale. En effet, étant le groupement économique le plus important de l'Afrique de l'Ouest où va se tenir la Conférence pour la première fois de son histoire, il serait difficilement compréhensif que la CEDEAO soit absente alors que les groupements économiques des autres sous-régions africaines seront surement présentes.

10. Le Dr. J.S. SESAY a dit qu'il comprenait parfaitement le point de vue de la CEA et qu'il ferait tout ce qui est en son possible auprès des instances de décision afin que la CEDEAO soit présente à ladite Conférence.

Questionnaire sur la coopération intrafricaine dans le domaine des ressources minérales

11. La mission a expliqué au Dr. SESAY que l'objectif de ce questionnaire était (a) de connaître les mécanismes actuels de coopération au sein des différents groupements économiques sous-régionaux en ce qui concerne le domaine du développement et de l'utilisation des ressources minérales, (b) d'en faire une étude et une évaluation et (c) de proposer un schéma pour l'amélioration de cette coopération au sein de chaque groupement, entre les différents groupements et entre ces groupements et la CEA. En raison de l'importance des objectifs visés, elle a dit que la CEA comptait sur la coopération de la CEDEAO dont elle espérait une prompte réponse au questionnaire dont copie a été remise séance tenante.

12. Le Docteur SESAY s'est montré très coopératif et a promis que le nécessaire serait fait dès son retour d'une mission qu'il devait entreprendre dans la même semaine.

Conclusions

13. Bien que la réunion du Comité pour laquelle la mission technique de la CEA s'est rendue auprès de l'ECOWAS n'ait pas pu avoir lieu, les contacts établis avec les responsables se sont révélés utiles. S'ils sont suivis d'effet, il n'y a pas de doute que les activités relatives aux ressources minérales connaîtront un nouvel essor au sein de la CEDEAO. Le rôle du Secrétariat consistera à y veiller par le maintien des contacts.

14. Le document de projet, joint au présent rapport, repris en tenant compte des observations et des amendements introduits au cours des entretiens entre les deux secrétariats, sera envoyé à la CEDEAO pour considération.

ECW/TCEC/XXX/EN/1

COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

30EME REUNION DE LA COMMISSION DES TRANSPORTS,  
COMMUNICATIONS ET DE L'ENERGIE  
LAGOS, 24 - 28 OCTOBRE 1990

PROJET D'ORDRE DU JOUR

1. Ouverture Officielle
2. Election du Bureau
3. Adoption de l'Ordre du Jour
4. Examen du Rapport Final de la 4ème Réunion du Comité Directeur du  
Projet Pilote CEDEAO/UNESCO d'Information sur les Energies Nouvelles  
et Renouvelables.
5. Examen du Projet d'étude d'un Système Communautaire d'approvisionnement  
en Pétrole et Produits Pétroliers de la Sous-Région.
6. Examen du Projet de Statut du Fonds Spécial de l'Energie.
7. Examen du Projet d'Etude d'Evaluation des besoins des Etats Membres  
de la CEDEAO en équipement d'Energie Renouvelables.
8. Examen d'un Projet d'Accord entre l'UPDEA et la CEDEAO sur les  
Interconnexions dans la Sous-Région.
9. Examen du Projet d'Etude de Faisabilité d'un Centre de mise en valeur  
des Ressources Minérales en Afrique de l'Ouest.
10. Point Divers.
11. Adoption du Rapport et Clôture.

## TERMES DE REFERENCE

### 1. Objectifs à Long Terme

- Fournir une assistance technique aux Etats Membres de la Sous-Région de l'Afrique de l'Ouest dans leurs efforts pour le développement et le contrôle de leur secteur minier en complétant les activités des services nationaux en ce qui concerne la prospection, l'évaluation et la mise en valeur des ressources minérales;
- Accentuer la formation de spécialistes, en vue de la réalisation des études visant à aider les Gouvernements à planifier l'utilisation plus efficace de leurs ressources minérales; et
- Favoriser la promotion de la coopération entre Etats dans ce domaine en encourageant la création de facilités conjointes.

### 2. Objectifs Immédiats

- Etude de faisabilité concernant la création d'un centre multinational de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Ouest.

### 3. Contenu de l'Etude

L'activité essentielle est la mission d'enquête dans 12 Etats Membres de la CEDEAO pour:

- examiner le mode actuel de prospection, d'exploration, d'évaluation, d'exploitation, de traitement de transformation d'utilisation et de commercialisation des ressources minérales ainsi que les programmes futurs de mise en valeur;
- étudier les institutions actuelles de recherche, d'évaluation, de mise en valeur et d'utilisation des ressources minérales et évaluer les moyens disponibles (matériel, personnel et possibilités de formation) ainsi que les ressources futures;
- examiner avec les autorités nationales compétentes et les experts travaillant dans les pays, les besoins immédiats relatifs aux aspects de la mise en valeur des ressources minérales, demander leur opinion sur l'opportunité de créer un centre multinational de mise en valeur des ressources minérales en Afrique de l'Ouest;
- formuler des recommandations concrètes au sujet de la faisabilité du projet et présenter des propositions appropriées en vue de son exécution.

#### 4. Contribution des Parties Concernées

##### 4.1 Contribution de la CEDEAO

Mettre à la disposition du projet trois experts (dont au moins un géologue) et des ressources financières nécessaires pour (a) leur participation à la mission d'enquête, (b) d'une Secrétaire Bilingue et (c) des services de traduction.

##### 4.2 Contribution de la CEA

Mettre à la disposition du projet d'un expert pour l'étude conjointe CEA/CEDEAO placée sous l'autorité de la CEDEAO.

##### 4.3 Contribution des Etats Membres

Aider la mission dans sa tâche en mettant à sa disposition toutes les informations nécessaires.

#### 5. Programme de Travail

La durée de la tournée d'étude dans 12 Etats a été portée de 30 jours à 7 semaines au moins (2 équipes tournant simultanément) ou 13 semaines au plus (une seule équipe). Le programme de travail sera repris en conséquence.

#### 6. Budget

Le budget sera revu en tenant compte, d'une part, de la durée du nouveau programme de travail et, d'autre part, des bases indemnitaires et des honoraires servis par la CEDEAO.



PROJET DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES  
ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (CEDEAO)

Document de Projet

Titre du projet: Etude de faisabilité d'un Centre de Mise en Valeur  
des Ressources Minérales en Afrique de l'Ouest

Durée: 7 mois

Fonction primaire: support institutionnel, ressources minérales

Secteur: Ressources Naturelles en Afrique

Organisme Représentant

des gouvernements: Ministères chargés du Secteur Minier

Agences d'Exécution: CEDEAO et CEA

Date de démarrage du projet: juin 1991

Contributions:

- CEA : 16650\$US
- CEDEAO : 70977,5\$US
- Etats membres: P.M.

PROJET DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES  
ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (CEDEAO)

I. JUSTIFICATION DU PROJET

1. Renseignements généraux sur la situation de l'industrie minière en Afrique.

La disponibilité de la matière première minérale sur le Continent Africain, de même que l'importance des ressources minérales pour l'économie des pays africains sont bien connus et admis. L'Afrique détient 69% des réserves mondiales de phosphate, 67% de tantale, 45% de cobalt, 43% de bauxite, 26% de chromite, 25% de titane et 14% de cuivre, pour ne citer que ces quelques exemples. Mais l'industrie minière africaine est en crise depuis le début des années 80. Elle stagne, voire régresse pour plusieurs raisons parmi lesquelles on peut citer (a) son caractère extraverti et (b) la réduction drastique voire l'arrêt des investissements qui lui sont consacrés.

1.1 Caractère extraverti de la production minière africaine:

Plus d'un quart de siècle après les indépendances, la production minière africaine reste essentiellement destinée à l'exportation hors du Continent, pour approvisionner les industries consommatrices des matières premières minérales, européennes surtout, mais aussi américaines et japonaises. En 1984 par exemple, l'Afrique a produit 24% de phosphate mondial, mais n'en a consommé que 1%; elle a intervenu pour 15% environ dans la production mondiale de bauxite, mais sa consommation n'a représenté que 0,6% de la consommation mondiale de cette substance.

Ainsi, d'une manière générale, la consommation africaine des minéraux et de métaux de base dépasse rarement 1% de la consommation mondiale de ces substances. Tributaire de la demande internationale, la production minière est donc affectée par les tendances et évolutions de celle-ci. Or depuis le début des années 80, la demande internationale des minéraux a baissé, tel que le montrent les statistiques comparées de cette demande entre les années 1950 et 1973, d'une part, et les années 1974 et 1983, d'autre part. La demande est passée de 5,8% à 0,6% pour l'acier, de 9,2% à 2,1% pour l'aluminium, de 4,3% à 0,5% pour le cuivre et de 5,9% à 0,5% pour le nickel.

Parmi les causes de cette baisse, on peut citer, entre autres:

- i) L'importance prise par des secteurs industriels tels que l'électronique et l'informatique, moins consommateurs des matières premières minérales que les industries lourdes qui, elles, ont malheureusement accusé ces quinze dernières années, un certain recul;
- ii) Les économies de matière dans la production de nombreux biens de consommation avec à la fois, pour objectif et résultat, l'allègement des produits fabriqués;

- iii) Les substitutions de métaux traditionnels par d'autres métaux, et même par des substances produites par des secteurs de développement autres que l'industrie minière;
- iv) Les progrès réalisés en matière de traitement des minéraux, de recyclage et de récupération, cette dernière présentant le plus souvent un avantage en terme de coût par rapport à la production primaire de minéraux et,
- v) Les politiques de stocks dont la tendance va certainement persister pendant les dix prochaines années, si l'on prend en considération les surcapacités de production qui ont prévalu au début des années 80.

#### 1.2 Réduction des investissements consacrés à la production minière africaine:

Les années 80 sont caractérisées par un grave déclin tendant vers un véritable arrêt du financement des projets miniers en Afrique. Ceci est dû, en partie, aux raisons sus-mentionnées, mais aussi au désengagement des firmes minières étrangères traditionnelles, européennes surtout, suite aux politiques adoptées par les pays africains au lendemain des indépendances et visant à contrôler la production minière avec le souci d'exercer une souveraineté sur leurs ressources minérales. Ainsi, chacun s'accorde aujourd'hui à reconnaître que les firmes étrangères traditionnelles, depuis un certain temps, préfèrent investir dans des zones autres que le continent africain, malgré les avantages naturels de ce dernier (les teneurs de ses gisements sont souvent parmi les plus élevées au monde, et le continent dispose d'énormes ressources minérales, et d'un potentiel énergétique important, deux facteurs qui jouent un rôle primordial dans l'industrie minière) notamment au Canada, en Australie et en Amérique Latine. Très rares sont les activités d'exploration, nécessaires pour la découverte de nouveaux gisements (à l'exception des opérations ponctuelles et de routine effectuées au sein des exploitations existantes, pour le renouvellement des réserves) qui ont été réalisées ces dix dernières années en Afrique. Les rares cas d'investissements dans le domaine de l'exploitation concernent particulièrement l'or, encore que les délais de mise en place des infrastructures sont souvent longs.

#### 1.3 Conséquences:

L'Afrique doit tirer les conséquences de ces constats que sont la baisse de la demande externe et le déclin des investissements. Elle doit relever le défi qui lui est lancé au niveau du développement et de l'utilisation de ses ressources minérales. Ceci peut se faire, d'une part, par la promotion d'une demande interne et, d'autre part, par la mise en commun des ressources.

- i) En effet, tout en briguant une part plus importante du marché mondial pour le placement de leurs produits miniers dans de bonnes conditions, les producteurs miniers africains doivent en promouvoir la demande interne. Cependant la possibilité de l'accroissement de cette demande interne est freinée par la faible taille des marchés locaux. Ainsi, en dehors des pays

à très forte démographie tels que le Nigeria, les marchés africains, pris individuellement, sont trop étroits. De ce fait, ils constituent une contrainte majeure à la promotion et au développement des industries de fabrication des produits semi-finis et finis (à base de produits miniers) destinés à la consommation locale. Par conséquent, l'un des moyens privilégiés pour contourner cette importante difficulté demeure le développement de la coopération qui permettrait l'établissement d'un vaste marché africain.

- ii) Par ailleurs, les pays africains sont amenés à assumer des responsabilités de plus en plus grandes aussi bien dans les domaines des activités d'exploration et de recherche que dans le domaine des investissements qui leurs sont consacrés. En dehors de cela il leur sera difficile de sortir leur industrie minière de la léthargie dans laquelle elle se trouve. Cependant, là aussi, les pays africains, surtout pris individuellement, d'une part, ne disposent pas de ressources financières suffisantes, d'autre part, n'ont pas d'infrastructures adéquates et enfin ne possèdent pas toujours d'expertises appropriées. C'est la raison pour laquelle ils doivent rassembler leurs moyens et se regrouper pour définir des stratégies communes à mettre en place pour améliorer la situation de l'industrie minière en Afrique.

## 2. Renseignements généraux sur l'industrie minière de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest

La sous-région de l'Afrique de l'Ouest renferme d'importantes ressources minérales, souvent de grande valeur économique. Ainsi:

- l'essentiel des ressources en bauxite du continent est localisé en Guinée, au Ghana et en Sierra Leone. La Guinée est le premier producteur de bauxite du continent et se place au troisième rang mondial après l'Australie et la Jamaïque.
- Le Togo et le Sénégal sont les principaux producteurs de phosphate du continent, et d'importantes ressources de cette substance existent au Bénin, au Burkina, au Mali et au Nigéria.
- Le Nigéria vient au second rang mondial concernant les réserves de tantale, après le Zaïre et intervient pour onze pourcent environ dans la production du continent.
- Pour ce qui est du fer, deux pays de la sous-région, le Libéria et la Mauritanie, entrent pour plus de cinquante pourcent dans la production du continent, tandis que la Guinée et le Sénégal possèdent des gisements de très grande valeur économique, qui ont déjà fait l'objet de projets et qui ne sont pas exploités, faute de financement.

- Le Ghana est le deuxième producteur africain d'or (l'Afrique du Sud mis à part) alors que les productions du Burkina, de la Guinée et du Mali, dont les potentialités sont également énormes, prennent une place de plus en plus importante au niveau du continent.

En définitive, la sous-région ouest africaine est très riche en ressources minérales dont certaines sont déjà produites à grande échelle, tout au moins sous forme de matière première brute. Cependant son industrie minière se trouve confrontée à de nombreux problèmes dont (a) le défaut d'infrastructures adéquates, (b) l'insuffisance des moyens (matériels et humains) pour effectuer les opérations d'exploration et de recherche minières, (c) la modicité des moyens financiers pour l'exploitation et la transformation des minéraux, (d) la dépendance vis à vis des firmes minières étrangères justes préoccupées par l'exploitation de quelques substances intéressant les industries européennes, américaines ou japonaises et enfin (e) le manque d'usines de fabrication de produits finis et semi-finis à base de minéraux, ayant comme conséquence la faiblesse de la consommation locale des matières premières minérales dont il a déjà été question.

Face à cette situation, les pays Ouest-Africains ont, au cours de plusieurs assises internationales, souligné la nécessité, non seulement, de constituer des banques de données sur les ressources minérales à l'échelon sous régional, mais aussi de conjuguer leurs efforts pour la mise en valeur de ces ressources.

## II. CONTEXTE LEGAL ET HISTORIQUE DES CENTRES DE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES MINÉRALES

L'établissement des centres multinationaux de mise en valeur des ressources minérales dans chaque sous-région de l'Afrique, fait partie d'une politique globale d'assistance aux Etats membres, dans le cadre de leurs efforts visant à améliorer la contribution de leurs ressources minérales à leur développement socio-économique. Cette politique a été définie et établie par la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique suite à une recommandation faite par les représentants de dix pays africains réunis à l'occasion d'un séminaire sur les minéraux et métaux nouveaux, à Addis Abeba en février 1968.

Cette recommandation a été entérinée par la neuvième session de la Conférence des Ministres de la CEA en 1969, et renforcée par la résolution 238 (xx) sur la stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70, adoptée par la Conférence des Ministres de la CEA à sa réunion tenue à Accra en février 1973, résolution demandant à la Commission de fournir aux Etats africains, un appui adéquat en créant, à l'échelon sous-régional, des établissements nécessaires de recherche et de développement dans le domaine des ressources minérales

En application de cette résolution, la Commission en 1974, a réalisé une mission d'enquête dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et Australe. Suite à l'examen du rapport de ladite mission, les représentants des pays de cette sous-région, réunis en groupe de travail à Addis Abeba en février 1975, décidèrent de créer le premier centre sous-régional de mise en valeur des ressources minérales. Le siège de ce centre est à Dodoma, en Tanzanie.

En février 1975, la Conférence des Ministres de la CEA réunie à Nairobi, après avoir noté avec satisfaction les mesures prises par la CEA en vue de la création du Centre de Dodoma, demandèrent à la commission de prendre toutes les mesures nécessaires pour établir ce genre de centre dans les autres sous-régions de l'Afrique. De ce fait, en 1978, le Secrétariat de la CEA a réalisé une étude de faisabilité concernant la création du centre de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique Centrale. Celui-ci a alors été créé en 1983 et établi à Brazzaville, au Congo.

En 1980, cette politique d'établissement des centres sous-régionaux de mise en valeur, définie par la CEA, est entérinée par les Chefs d'Etats et de Gouvernement des pays africains réunis à Lagos à l'occasion du premier sommet des pays de l'OUA sur les problèmes économiques du Continent. Aussi la création des centres sous-régionaux de mise en valeur des ressources minérales a-t-elle été incluse dans le Plan d'Action et Acte Final de Lagos comme l'une des mesures que les Etats membres doivent prendre dans le cadre du contrôle de leur industrie minière, de l'exercice de leur souveraineté sur leurs ressources minérales, et des efforts visant à l'amélioration de la contribution du secteur minier au développement économique et social du continent.

Par la suite, plusieurs assises internationales consacrées aux problèmes de développement et d'utilisation des ressources minérales, notamment les Conférences régionales des Ministres et responsables africains chargés de ces questions, ont endossé cette politique. La dernière conférence régionale, qui a eu lieu en 1983 à Kampala, a explicitement demandé à la CEA, en collaboration avec les regroupements économiques sous-régionaux concernés, de réaliser une étude de faisabilité sur la création des centres de mise en valeur des ressources minérales dans les sous-régions de l'Afrique de l'Ouest, et de l'Afrique du Nord.

Il convient de signaler qu'en 1982, la sous-Commission des ressources minérales de la CEDEAO avait proposé l'insertion, dans le programme de travail du secrétariat de la Communauté, d'un projet relatif à l'établissement d'un centre de mise en valeur des ressources minérales en Afrique de l'Ouest.

La Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, d'une part, conformément au mandat de la troisième conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique, et d'autre part, prenant en considération cette proposition de la sous-commission des ressources minérales de la CEDEAO, a donc approché la Communauté en vue de définir une stratégie commune pour l'établissement du Centre. C'est à cet effet qu'est proposé le cadre et les objectifs de l'étude à entreprendre.

### III. CADRE GENERAL ET OBJECTIFS

#### 1. Considérations spéciales

L'étude de faisabilité concernant l'établissement du centre de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Ouest, qui fait l'objet du présent projet, sera réalisée conjointement par les secrétariats de la CEA et de la CEDEAO mais en tant que projet de la CEDEAO qui, de ce fait, en sera le leader. Le rapport sanctionnant l'étude sera soumis aux instances de la Communauté pour approbation et compte rendu des actions entreprises sera fait à la quatrième Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique qui aura lieu en 1991 au Burkina Faso.

#### 2. Objectifs

##### 2.1 Objectif à long terme:

L'objectif à long terme est d'assister les Etats membres de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest dans leurs efforts pour le développement et le contrôle de leur secteur minier, en complétant (a) les activités des services nationaux en ce qui concerne la prospection, l'évaluation et la mise en valeur des ressources minérales, (b) la formation des spécialistes, (c) la réalisation des études visant à aider les Gouvernements à planifier l'utilisation plus efficace de leurs ressources minérales et (d) à promouvoir la coopération entre les Etats dans le domaine des ressources minérales.

##### 2.2 Objectif immédiat:

L'objectif immédiat est de réaliser une Etude de faisabilité concernant la création d'un centre multinational de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Ouest.

### IV. PRODUITS

A la fin du projet les experts devront produire un rapport technique portant sur:

i) l'identification exhaustive des structures techniques existantes de la sous-région chargées de la prospection, de l'évaluation et de la mise en valeur des ressources minérales;

ii) La situation exacte des capacités techniques et des moyens humains de ces structures et institutions;

iii) L'identification et l'étude des structures de formation existantes dans la sous-région;

iv) Les besoins immédiats et prospectifs de la sous-région dans le domaine des moyens techniques et humains de recherche, d'évaluation et de mise en valeur des ressources minérales;

v) La définition des structures et moyens complémentaires à mettre en place au niveau du centre multinational de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Ouest.

vi) La formulation de recommandations pertinentes sur (a) la participation effective des Etats membres aux activités du centre, (b) les moyens de son financement, (c) sa faisabilité et (d) les actions ainsi que les stratégies à mettre en oeuvre pour sa réalisation.

## V. ACTIVITES

### 1. Description

L'activité essentielle est la mission d'enquête dans 12 pays de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, membres de la CEDEAO pour:

i) examiner le mode actuel de prospection, d'exploitation et d'utilisation des ressources minérales ainsi que les programmes futurs de mise en valeur des ressources minérales;

ii) étudier les institutions actuelles s'occupant de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources minérales et évaluer les moyens disponibles (matériel, personnel et possibilités de formation) ainsi que leurs besoins;

iii) examiner avec les autorités nationales compétentes et les experts travaillant dans les pays, les besoins immédiats dans les aspects de la mise en valeur des ressources minérales et leur demander leur opinion sur l'opportunité de créer un centre multinational de mise en valeur des ressources minérales en Afrique de l'Ouest;

iv) recueillir toutes suggestions concernant la participation des pays au centre envisagé et l'accueil éventuel du centre;

v) formuler des recommandations concrètes au sujet de la faisabilité du projet et présenter des propositions appropriées en vue de son exécution.



2. Déroulement

Activités	Responsable	Lieu	Calendrier provisoire
i) Identification, sélection et recrutement des experts	CEDEAO	Lagos	juin 1991
ii) Briefing des experts et établissement du questionnaire d'enquête	CEDEAO	Lagos	1ère semaine juillet
iii) Mission d'enquête dans 12 pays de la CEDEAO répartis en 2 groupes de 6 États	3 experts CEDEAO + 1 expert CEA	12 États sélectionnés par la CEDEAO	8 juillet- 25 août 1991
iv) Synthèse générale des données et rapport préliminaire	3 experts CEDEAO + 1 expert CEA	Lagos	26 août- 15 Sept. 1991
v) Présentation du rapport préliminaire à un Comité Technique ad hoc de la CEDEAO	2 experts CEDEAO + 1 expert CEA	Lagos	21-27 oct. 1991
vi) Finalisation du rapport	2 experts CEDEAO	Lagos	28 oct.- 3 nov. 1991
vii) Soumission du rapport final à la Commission	2 experts CEDEAO	Lagos	9-13 Dec.- 1991
viii) Préparation du rapport de faisabilité et du budget à présenter aux hautes instances de la CEDEAO	2 experts CEDEAO	Lagos	16-22 Dec. 1991

Durant l'exécution du projet, des amendements pourraient être proposés en ce qui concerne aussi bien le calendrier que le déroulement des activités envisagées

### 3. Plan de travail

A C T I V I T E S	P E R I O D E						
	1 9 9 1						
	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	dec.
i) Identification, sélection et recturement des experts	—						
ii) Briefing des experts et établissement du questionnaire d'enquête		—					
iii) Mission d'enquête dans les 12 Etats sélectionnés			—				
iv) Synthèse générale et établissement du rapport préliminaire				—			
v) Présentation du rapport préliminaire au Comité Technique ad hoc					—		
vi) Finalisation du rapport						—	
vii) Soumission du rapport final à la Commission							—
viii) Préparation du rapport de faisabilité et du budget à présenter aux hautes instances de la CEDEAO							—

## VI CONTRIBUTION DES PARTIES CONCERNEES

### 1. Contribution de la CEA

Mise à la disposition du projet d'un expert en ressources minérales (3h/m) et des ressources financières nécessaires pour sa participation à la mission d'enquête et à la réunion du comité technique ad hoc.

### 2. Contribution de la CEDEAO

Mise à la disposition du projet de trois consultants et des ressources financières nécessaires pour leur participation à la mission d'enquête, leur contribution à la réalisation des différents rapports et leur participation aux diverses réunions (comité ad hoc et commission) et d'une Secrétaire bilingue dactylographe (support administratif: 1h/m) et des services de traduction.

### 3. Contribution des Etats membres

Aider la mission dans sa tâche en mettant à sa disposition toutes les informations nécessaires.

## VII SYSTEME DE CONTROLE D'EVALUATION ET D'ETABLISSEMENT DES RAPPORTS

- A la fin de leurs missions, les experts fourniront à la CEDEAO d'abord un rapport préliminaire qui sera examiné, analysé et amendé par un Comité Technique ad hoc composé de hauts techniciens du domaine des mines et de la géologie.
- A l'issue de cet examen, ils établiront un rapport final qui sera soumis à la Commission des Transports, Communications et de l'Energie pour appréciation et adoption.
- En fonction des conclusions de la réunion de la Commission, ils prépareront et remettront à la CEDEAO le rapport de faisabilité devant être présenté aux hautes instances de la CEDEAO.

## VIII BUDGET

Le budget chiffré nécessaire à la réalisation du projet se présente ainsi qu'il suit

Description	Montant en dollars des Etats Unis
<b>1. CEDEAO</b>	
<b>a) charges des 3 experts</b> (3 experts pendant 11 semaines 2 experts pendant 4 semaines)	
- Perdiem	
. 112,5x77 (11 semaines) x 3 =	25987,5
. 112,5x28 (4 semaines) x 2 =	6300
- Honoraires	
. 45x77 (11 semaines) x 3 =	10395
. 45x28 (4 semaines) x 2 =	2520
<b>Sous-total 1</b>	<b>45202,5</b>
<b>b) Transport</b>	
- 1'aller-retour du pays d'origine à Lagos pour chacun des experts de la CEDEAO: 500x3 =	1500
- 2 aller-retour du pays d'origine à Lagos pour 2 des experts de la CEDEAO: 500x2x2.	2000
- 4 billets pour la visite des pays pour les 3 experts CEDEAO + 1'expert CEA: 1500x4 =	6000
<b>Sous-total 2</b>	<b>9500</b>

c) Support administratif	
- Dactylographie, traduction, impression =	10275
- Suivi par le Secrétariat de la CEDEAO =	3000
Sous-total 3	13275
d) imprévus	3000
TOTAL CEDEAO (1+2+3+d)	70977,5
2. CEA	
a) Salaire payé par la CEA pendant la durée du projet (niveau P5)	PM
b) charges de participation à la réalisation du projet (12 semaines)	
- DSA pendant la mission de terrain: 150x49 (7 semaines) =	7350
- DSA pendant les séjours à Lagos: 180x35 (5 semaines) =	6300
- Transport: 2 A-R Addis-Lagos	3000
TOTAL CEA	16650
TOTAL GENERAL .....	87627,5